

Les décisions juridiques internationales contribuent à bloquer la livraison d'armes à Israël

Description

L'arrêt de la Cour internationale de justice visant à empêcher un génocide à Gaza a entraîné des arrêts et des contestations juridiques de la coopération militaire avec Israël. Malgré ses nombreux problèmes, la législation internationale nuit à la capacité d'Israël à mener des guerres brutales.

Par Branko Marcetic, le 19 mars 2024



Forces d'occupation israéliennes avec des munitions   Sderot, Israël, le 9 octobre 2023. (Mostafa Alkharouf / Anadolu Agency via Getty Images)

Le problème avec le droit international, c'est qu'il a toujours été une grande idée. En principe, tout le monde s'accorde à dire qu'il devrait être la norme universelle qui régit le comportement des  tats, et les discours des hommes politiques du monde entier sont truffés d'allusions nobles à ce droit, [mais dans la pratique](#), le droit international est appliqué de manière sélective, traditionnellement ignoré et souvent non appliqué.

Néanmoins, en raison de l'autorité morale qu'il confère, de la honte de l'hypocrisie et des obligations conventionnelles des  tats signataires, le droit international peut influencer le comportement des  tats et même des acteurs privés. C'est ce qui ressort clairement de [l'arrêt de la Cour internationale de justice \(CIJ\) du 26 janvier](#), selon lequel Israël est vraisemblablement en train de perpétrer un génocide à Gaza. Cet arrêt a été ignoré et n'a pas été appliqué par le gouvernement israélien et Washington, tout en déclenchant une multitude d'efforts juridiques et politiques visant à mettre fin à la campagne militaire.

Le premier domino à tomber a été le Japon. Neuf jours après l'arrêt de la CIJ et la [déclaration](#) du ministère japonais des affaires étrangères selon laquelle cet arrêt était à juridiquement contraignant à et à devait être exécuté en bonne foi à, le géant japonais de l'investissement *Itochu Corporation* a [annoncé](#) qu'il mettait fin à sa collaboration avec l'entreprise militaire israélienne *Elbit Systems*. Cette décision met fin à un protocole d'accord signé entre les deux entreprises en mars de l'année dernière.

  Compte tenu de l'ordonnance rendue par la Cour internationale de justice le 26 janvier et du fait que le gouvernement japonais soutient le rôle de la Cour, nous avons déjà suspendu les nouvelles activités liées au protocole d'accord et nous prévoyons d'y mettre fin d'ici à la fin du mois de février à, a expliqué Tsuyoshi Hachimura, directeur financier d'*Itochu*.

Le même jour, le gouvernement local de la région wallonne de Belgique a suspendu deux licences d'exportation de poudre à canon destinée à Israël. Tant donné que la poudre à canon n'était pas destinée à l'armée israélienne, mais devait être [traite et réexportée](#) vers l'UE et les États-Unis, les exportations étaient en fait conformes à la législation wallonne, qui, comme deux autres régions, a interdit l'exportation d'équipements militaires vers Israël en 2009. Néanmoins, l'arrêt de la CIJ et la détérioration inacceptable de la situation humanitaire dans la bande de Gaza ont conduit le ministre-président de centre-gauche de la région à les suspendre malgré tout, a déclaré son ministre du logement à la presse.

Plus récemment, le Sénat irlandais a [adopté](#) à l'unanimité une motion appelant à des sanctions contre Israël et à l'interdiction du passage dans l'espace aérien irlandais des armes américaines destinées à ce pays. La motion cite spécifiquement le fait que la CIJ a statué qu'Israël doit punir ceux qui incitent au génocide et que l'imposition par la Cour de mesures provisoires signifie qu'Israël est accusé de manœuvre crâdible d'avoir commis un génocide à Gaza et qu'il doit prendre des mesures pour prévenir d'autres dommages pendant que l'affaire est en cours.

« Plus de 200 législateurs de 13 pays se sont engagés à prendre des mesures immédiates et coordonnées dans nos assemblées législatives respectives pour empêcher nos pays d'armer Israël ».

Entre-temps, au début de ce mois, plus de 200 législateurs de treize pays dont le Royaume-Uni, l'Australie, la France et le Canada ont [signé](#) une lettre organisée par *Progressive International*, dans laquelle ils s'engagent à prendre des mesures immédiates et coordonnées dans leurs assemblées législatives respectives afin d'empêcher leurs pays d'armer Israël. La lettre indique qu'en raison de la décision de la CIJ, un embargo sur les armes a dépassé le stade de la nécessité morale pour devenir une obligation légale. La représentante Rashida Tlaib (D-MI) est la seule signataire américaine.

L'arrêt pourrait également avoir joué un rôle dans la décision prise le 12 février par un tribunal irlandais d'interdire de la même manière l'envoi de pièces d'avions de chasse à Israël depuis les Pays-Bas, au motif qu'il existe un risque évident que les composants du F-35 exportés vers Israël soient utilisés pour commettre de graves violations du droit humanitaire.

La mesure dans laquelle l'arrêt de la CIJ, qui a été rendu après l'appel, a joué un rôle dans la décision est contestée. Lex Takkenberg, conseiller principal auprès de la *Renaissance arabe pour la démocratie et le développement*, une organisation jordanienne de défense des droits de l'homme, [a déclaré au New Arab](#) que l'influence de la CIJ sur le tribunal était indéniable, déclenchant une approche plus sympathique parmi les juges et influençant de manière significative les procédures de la Cour irlandaise.

Les avocats de la coalition de groupes qui défendent l'interdiction ont également [déclaré à PBS](#) que les juges irlandais avaient probablement gardé à l'esprit la décision de la CIJ lorsqu'ils ont rendu leur propre décision. Dirk Jan Jalvingh, conseiller politique sur les conflits et la réponse humanitaire à *Oxfam Novib*, l'un des groupes impliqués dans le procès qui a conduit à l'interdiction, a déclaré à *Jacobin* qu'elle a peut-être joué un rôle dans le contexte plus large, mais pour autant que nous le sachions, elle n'a officiellement joué aucun rôle et

nâ??a pas Ã©tÃ© mentionnÃ©e par la cour dans les considÃ©rations Â».

ProblÃ©mes juridiques en perspective

Ailleurs, dans les pays dont les gouvernements soutiennent fermement IsraÃ©l, la dÃ©cision de la CIJ donne lieu Ã des actions en justice visant Ã mettre un terme au soutien officiel continu Ã la guerre.

Au Royaume-Uni, lâ??organisation palestinienne de dÃ©fense des droits de lâ??homme *Al-Haq* et le *Global Legal Action Network* (GLAN), basÃ© Ã Londres, [font appel](#) de la dÃ©cision de la Haute Cour du 19 fÃ©vrier de rejeter leur demande de suspension des exportations dâ??armes britanniques vers IsraÃ©l, accusant le gouvernement britannique de dÃ©fier ses propres rÃ©gles selon lesquelles les licences dâ??exportation dâ??armes sont interdites sâ??il existe un Â« risque clair Â» que les armes finissent par Ãatre utilisÃ©es pour violer le droit international. SiobhÃ¡n Allen, avocate principale du *GLAN*, [a fait appel](#) de la dÃ©cision du tribunal en partie parce quâ??elle est Â« difficilement compatible avec lâ??arrÃªt provisoire de la CIJ Â».

Il reste Ã voir si les tribunaux seront dâ??accord. Mais la possibilitÃ© trÃ©s rÃ©elle quâ??un tribunal puisse bloquer de nouveaux transferts dâ??armes de lâ??un des principaux exportateurs de matÃ©riel militaire vers IsraÃ©l, et le rÃ©le potentiel de lâ??arrÃªt de la CIJ dans la crÃ©ation de la base juridique nationale nÃ©cessaire Ã cet effet, constitueraient une Ã©volution assez remarquable, qui suggÃ©rerait que le droit international nâ??est pas aussi impuissant que lâ??affirment ses dÃ©tracteurs.

Et le Royaume-Uni nâ??est pas le seul pays oÃ¹ cette possibilitÃ© existe. La semaine derniÃ©re, *Al-Haq* faisait partie dâ??une coalition similaire dâ??organisations de dÃ©fense des droits de lâ??homme â?? *Oxfam Danemark*, *Amnesty International Danemark* et *Mellemfolkeligt Samvirke (Action Aid Danemark)* â?? qui a intentÃ© une action en justice pour stopper les livraisons dâ??armes danoises Ã IsraÃ©l, en [citant](#) Ã nouveau lâ??arrÃªt de la CIJ et les obligations quâ??il impose au gouvernement danois.

Â« La pression exercÃ©e par la base a constituÃ© une piÃ©ce maÃ®tre du puzzle qui a permis de transformer lâ??arrÃªt de la CIJ en action tangible dans bon nombre de ces pays. Â»

Ces dÃ©marches ont Ã©tÃ© renforcÃ©es par les grandes dÃ©clarations publiques qui ont Ã©tÃ© faites Ã la suite de lâ??arrÃªt. Il sâ??agit notamment des [remarques](#) de Josep Borrell, chef de la politique Ã©trangÃ©re de lâ??UE, en fÃ©vrier, selon lesquelles Â« si la communautÃ© internationale estime quâ??il sâ??agit dâ??un massacre [â?!] elle doit peut-Ãatre rÃ©flÃ©chir Ã la fourniture dâ??armes Â», et de la [dÃ©claration](#) faite plus tard dans le mois par des dizaines dâ??experts de lâ??ONU appelant Ã ce que les transferts dâ??armes et de munitions vers IsraÃ©l Â« cessent immÃ©diatement Â». Ces deux dÃ©clarations faisaient rÃ©fÃ©rence Ã lâ??arrÃªt de la CIJ pour Ã©tayer leur position.

Au Canada, qui a [approuvÃ©](#) des permis dâ??exportation de matÃ©riel militaire vers IsraÃ©l pour une valeur de plus de 28 millions de dollars depuis le 7 octobre, *Al-Haq* sâ??est Ã©galement associÃ©e Ã

un groupe de Canadiens d'origine palestinienne et d'avocats spécialisés dans les droits de l'homme pour poursuivre le gouvernement fédéral au sujet de ses exportations de matériel militaire à destination d'Israël, au motif qu'elles violent les obligations du pays en vertu du droit international. Ils ont également cité l'arrêt de la CIJ, tout comme trois professeurs de droit canadiens qui, fin janvier, ont affirmé que cette décision rendait la poursuite des exportations militaires du Canada illégale au regard de ses propres lois et exposait la responsabilité d'être complice d'un génocide. Il en va de même pour les quarante-cinq organisations de la société civile qui ont signé une lettre ouverte adressée au ministre canadien des affaires étrangères, déclarant que le Canada était également tenu de mettre un terme aux transferts d'armes.

Quelle que soit l'issue du procès, tout cela a peut-être déjà effrayé le gouvernement de Justin Trudeau, qui aurait cessé de délivrer des permis d'exportation d'équipements militaires à Israël le mois dernier.

Entre-temps, aux États-Unis, la décision a été au centre d'un jugement extraordinaire rendu le mois dernier par un tribunal fédéral américain qui a approuvé la conclusion de la CIJ selon laquelle « le traitement actuel des Palestiniens de la bande de Gaza par l'armée israélienne peut plausiblement constituer un génocide ». Bien que le juge de district Jeffrey White ait finalement rejeté l'affaire pour défaut de compétence, une jurisprudence américaine de longue date incite les juges à ne pas s'immiscer dans la conduite de la politique étrangère du gouvernement fédéral, il a imploré l'administration Biden d'examiner les résultats de leur soutien indéfectible au siège militaire contre les Palestiniens de Gaza et a noté qu'il ne s'agissait pas de son résultat préférentiel. L'affaire fait actuellement l'objet d'un appel.

Comme le montre l'exemple canadien, la pression exercée par la base a constitué une pièce maîtresse du puzzle qui a permis de transformer l'arrêt de la CIJ en action tangible dans bon nombre de ces pays. Le désinvestissement d'Itochu Corporation a été prôné de manifestations à Tokyo et de chaînes en Malaisie, pays majoritairement musulman. La décision du gouvernement wallon de mettre fin aux exportations de poudre à canon est intervenue cinq jours après une lettre ouverte d'Amnesty International et d'autres groupes de défense des droits de l'homme lui demandant de se conformer à l'arrêt de la CIJ, qui s'ajoutait à des mois de pression populaire.

Vers un monde différent

Il est clair que nous sommes loin d'une interdiction mondiale immédiate et universellement respectée de la poursuite de l'aide militaire à Israël, comme l'exige la CIJ, et encore moins d'un monde où un système de droit international cohérent, équitable et applicable régirait le comportement des États sur la scène internationale. Mais cela ne signifie pas que ce système et l'arrêt de la CIJ qu'il sous-tend n'ont eu aucun effet sur la politique des États à l'égard de la guerre israélienne, en fait, ils ont clairement eu un impact tangible.

« L'arrêt de la CIJ a eu des répercussions notables sur le soutien militaire mondial à la guerre d'Israël. »

Grâce à la pression de l'opinion publique, aux obligations que le fait d'être partie à divers traités relatifs aux droits de l'homme impose aux États dans le cadre de leurs propres systèmes juridiques nationaux et aux implications géopolitiques de la honte et de l'embarras pour ceux – en particulier en Amérique du Nord et en Europe – qui se sont allégrement rangés du côté du droit international lorsqu'il s'agit de la pratique ces dernières années, l'arrêt de la CIJ a eu des effets entraînants notables dans le monde réel sur le soutien militaire mondial à la guerre d'Israël. Cela est vrai, même si l'on est encore loin de ce que l'on pourrait idéalement attendre d'un monde où le droit international régnerait véritablement en maître.

Il serait pervers de parler d'une lueur d'espoir dans le massacre apparemment sans fin d'autres humains par Israël à Gaza. Mais l'un des rares aspects réconfortants de la réaction à cette horreur est la façon dont elle a renforcé la légitimité et même l'applicabilité du droit international aux yeux d'un plus grand nombre de personnes dans le monde. Cela s'est produit parallèlement, et n'aurait probablement pas pu se produire sans, le parallèle juridique qui passe sur la Russie pour les terribles choses qu'elle a faites à l'Ukraine, un parallèle considéré comme suffisamment réel pour que Vladimir Poutine ait [fortement limité](#) ses déplacements afin d'éviter d'être frappé d'un mandat d'arrêt.

Nous sommes encore loin du monde imaginé après les ruines de la Seconde Guerre mondiale. Mais alors que le monde recule devant les horreurs commises par leurs propres gouvernements à Gaza, nous commençons à entrevoir de faibles lueurs de ce à quoi il pourrait ressembler.

Branko Marcetic est un rédacteur de Jacobin et l'auteur de « Yesterday's Man : The Case Against Joe Biden ».

Source : [Jacobin](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

date créée
2024/03/19